

## Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	<b>Version du 21/04/2022</b>
Article du PSN	73 / 74
Fiche PSN n°	73.07 « Aides aux infrastructures hydrauliques agricoles sur les territoires »
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	Aides aux infrastructures hydrauliques agricoles
<b>Objectifs particuliers du document de mise en œuvre</b>	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc)	Appel à projets ; paiements dissociés pour l'AERMC
<b>Description de l'intervention</b>	
<b>A. Actions éligibles</b>	
Liste des investissements/actions éligibles	<p>Les investissements soutenus viseront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aide à la création, l'agrandissement, la réhabilitation et la modernisation d'ouvrages de stockage d'eau utilisés pour l'irrigation à des fins agricoles dans le cadre de projets de substitution des prélèvements en eau</li> <li>- l'aide à la modernisation, la réhabilitation et l'amélioration de réseaux d'irrigation à des fins agricoles</li> <li>- l'aide aux projets de réutilisation d'eaux usées (Re-Use)</li> <li>- l'aide aux études</li> </ul> <p>Coûts éligibles : Etudes techniques préalables de faisabilité, autres études nécessaires ou imposées pour la réalisation de l'investissement, maîtrise d'œuvre et travaux relatifs aux ouvrages collectifs de stockage d'eau et aux infrastructures utilisées pour l'irrigation à des fins agricoles, y compris les projets de Re-Use. Logiciels dédiés à l'irrigation</p>

	<p>Dans le cas des ouvrages de stockage collectifs multi-usages, au moins 80 % du volume d'eau stockée doit être utilisé pour l'agriculture. Par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les investissements relatifs aux ouvrages de stockage, le financement par le FEADER est limité à la part du projet correspondant à la substitution des volumes d'eau prélevables (sur la base des volumes prélevables par autorisation de l'Etat).</li> <li>- Pour les investissements relatifs à la modernisation, la réhabilitation et l'amélioration des réseaux, les dépenses correspondant à un usage autre qu'agricole ne sont pas éligibles. La création de nouveaux réseaux et l'extension de réseaux à des fins d'irrigation ne sont pas éligibles.</li> <li>- Les études liées au projet sont finançables en intégralité.</li> </ul> <p>Critères sur l'éligibilité des cultures :</p> <p>Limitier le financement aux projets portant sur des cultures à forte valeur ajoutée et/ou économe en eau et/ou destinées au marché local : maraîchage, légumes, arboriculture, production de semences.</p> <p>Dans tous les cas, un projet agricole bénéficiant de crédits PSN pour l'accès à l'eau devra faire la preuve de mesures de sobriété et d'évolution du système de production vers des pratiques plus vertueuses.</p> <p>--&gt; <i>Travail technique à effectuer sur une liste de cultures</i></p>
Inéligibilités	<p><u>L'ensemble des coûts rendus inéligibles par le PSN, et les règlements européens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'achat de droits de production agricole</li> <li>- L'achat de droits au paiement</li> <li>- L'achat de terrains</li> <li>- L'achat d'animaux, de plantes annuelles et leur plantation dans un but autre que (i) la restauration du potentiel agricole ou forestier à la suite d'une catastrophe naturelle, d'événements climatiques défavorables ou d'un événement catastrophique, (ii) la protection du bétail contre les grands prédateurs ou son utilisation en foresterie à la place de machines, (iii) élever des races menacées au sens de l'article 2, paragraphe 24, du règlement (UE) n° 2016/1012 dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ou (iv) conserver des variétés végétales menacées d'érosion génétique dans le cadre des engagements visés à l'article 65</li> <li>- Les taux d'intérêt sur la dette</li> <li>- Les investissements dans les infrastructures à grande échelle, tels que déterminés par les États membres dans le plan stratégique de la PAC, ne faisant pas partie des stratégies de développement local menées par la communauté énoncées à l'article 26 du règlement [RPC], à</li> </ul>

	<p>l'exception du haut débit et des actions préventives contre les inondations ou la protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles probables, d'événements climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements dans le boisement qui ne sont pas compatibles avec les objectifs climatiques et environnementaux conformes aux principes de gestion durable des forêts, tels qu'ils sont développés dans les Directives paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.</li> </ul> <p><u>Ainsi que :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les coûts de VRD (voiries, réseaux divers) hors canalisations liées à l'ouvrage d'irrigation</li> </ul>
Conditions d'admissibilité	<p>Le projet doit être situé en Bourgogne-Franche-Comté.</p> <p><u>Condition du règlement UE :</u></p> <p>Un plan de gestion de bassin hydrographique, tel qu'exigé en vertu de la directive 2000/60/CE, a été notifié à la Commission pour l'ensemble de la zone dans laquelle l'investissement doit avoir lieu, ainsi que dans toute autre zone dont l'environnement peut être affecté par l'investissement. Les mesures prenant effet dans le cadre du plan de gestion de district hydrographique conformément à l'article 11 de ladite directive et présentant un intérêt pour le secteur agricole ont été précisées dans le programme de mesures correspondant.</p> <p>Des compteurs d'eau permettant de mesurer l'utilisation de l'eau au niveau de l'investissement soutenu doivent être mis en place ou doivent être mis en place dans le cadre de l'investissement.</p> <p>L'aide ne peut être accordée à un investissement dans l'amélioration d'une installation d'irrigation existante ou d'un élément d'infrastructure d'irrigation que si :</p> <p>(a) il est évalué ex ante comme offrant des économies d'eau potentielles reflétant les paramètres techniques de l'installation ou de l'infrastructure existante ;</p> <p>(b) si l'investissement affecte des masses d'eau souterraine ou de surface dont l'état a été identifié comme moins que bon dans le plan de gestion du bassin hydrographique concerné pour des raisons liées à la quantité d'eau, une réduction effective de l'utilisation de l'eau doit être obtenue en contribuant à la réalisation du bon état de ces masses d'eau, conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2000/60/CE.</p> <p>Les États membres fixent des pourcentages d'économies d'eau potentielles et de réduction effective de la consommation d'eau comme condition d'éligibilité dans leur plan stratégique de la PAC, conformément à l'article 99, point d). Ces économies d'eau reflètent les besoins définis dans les plans de gestion des bassins hydrographiques découlant de la directive 2000/60/CE visée à l'annexe XI.</p> <p>--&gt; proposition % BFC : 10% d'économie potentielle et 5 % de réduction effective</p> <p>Cette condition ne s'applique pas à un investissement dans une installation existante qui n'affecte que l'efficacité énergétique, à un investissement dans la création d'un réservoir ou à un investissement dans l'utilisation d'eau récupérée qui n'affecte pas une masse d'eau souterraine ou de surface.</p>

Proposition AG : l'objectif d'économies d'eau doit s'appliquer quel que soit le type d'investissement en application de la directive européenne citée.

Une aide ne peut être accordée aux investissements dans l'utilisation d'eau récupérée comme source d'approvisionnement alternative que si la fourniture et l'utilisation de cette eau sont conformes au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil.

L'aide ne peut être accordée à un investissement entraînant une augmentation nette de la superficie irriguée affectant une masse d'eau souterraine ou de surface donnée que si :

- (a) l'état de la masse d'eau n'a pas été identifié comme moins que bon dans le plan de gestion du bassin hydrographique concerné pour des raisons liées à la quantité d'eau ; et
- (b) une analyse environnementale montre qu'il n'y aura pas d'impact environnemental négatif significatif de l'investissement ; une telle analyse d'impact sur l'environnement est soit effectuée par l'autorité compétente ou approuvée par celle-ci et peut également porter sur des groupes d'exploitations.

Proposition AG : l'analyse d'impact environnementale doit également porter sur les masses d'eau

L'aide ne peut être accordée à un investissement dans la création ou l'extension d'un réservoir à des fins d'irrigation que pour autant qu'il n'entraîne pas d'impact négatif significatif sur l'environnement.

Conditions hors règlement UE :

Il existe un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) ou un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) sur le lieu de réalisation de l'investissement et le projet répond aux objectifs du PGRE ou du PTGE.

De plus un avis favorable de la Commission Locale de l'Eau ou de l'assemblée des membres du PTGE devra être produit. A défaut de ces avis, les avis délibérés des parties intéressées dans la question du partage de la ressource (syndicats d'eau potable, syndicats de rivière, EPCI, ...) devront être fournis.

Une analyse coût bénéfice de l'investissement doit être réalisée. Elle doit permettre de vérifier la viabilité de l'investissement sur le long terme.

Les projets doivent être compatibles avec la loi sur l'eau et avoir obtenus les autorisations administratives nécessaires.

Limiter au m3 substitués, ajout de conditions sur l'origine de l'eau qui alimente les réservoirs

Une étude agricole prospective doit être réalisée et doit notamment aborder les aspects de sobriété en eau, l'efficacité des systèmes d'exploitation des irrigants et les modes de commercialisation des productions

Lignes de partage PSN	Les projets d'irrigation émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles aux autres fiches PSN régionales.
Lignes de partage FESI	Les projets d'irrigation émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles aux autres FESI.
<b>B. Bénéficiaires éligibles</b>	
Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	Personne morale ou groupement de personnes physiques et/ou morales
<b>Nature et montant de l'aide</b>	
<b>A. Nature de l'aide</b>	
Subvention / IF	Subvention
<b>B. Taux d'aide</b>	
Taux de base	70 % <b>Taux définitif à définir en fonction des orientations finales retenues</b> (financement du projet global ou uniquement les dépenses liées à l'irrigation). Simulation à effectuer en fonction du niveau de soutien des autres financeurs.
Majoration(s)	Jusqu'à 80 % selon des critères à définir Proposition : définir des modes majorations dans la limite de maximum 80 % d'aides publiques
<b>C. Calcul du montant de la subvention</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	En cours de définition
Plafonds (en dépenses éligibles)	4,5 € / m3 substitué

	<b>Proposition : supprimer le plafonnement par m3 substitué.</b> Mettre à la place un plafond en dépenses éligibles les projets couteux pouvant consommer la totalité de l'enveloppe FEADER de 4M€).
Sur-plafonds	
Modalités de versement (acomptes ?)	
<b>Procédure</b>	
Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	<p>Principes de sélection alignés sur les grands principes de la doctrine DAF-DE sur les projets agricoles de stockage d'eau à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Viabilité : accompagner les démarches stratégiques et prospectives.</li> <li>• Usages : soutenir prioritairement les systèmes de production vertueux.</li> <li>• Ressource : privilégier les eaux de surface en période d'abondance et préserver les nappes.</li> <li>• Sobriété : étudier au préalable les économies d'eau et la limitation des pertes.</li> <li>• Concertation : soutenir prioritairement les démarches concertées et territoriales.</li> </ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	
Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	